



Nicole MAGGI-GERMAIN

91, Bd de Longchamp, 44 300 Nantes

Tel. : 06 80 32 47 74

nicole.maggi-germain@univ-paris1.fr

Née le 21 mars 1967 à Toulon (VAR)

Mariée, trois enfants

Nationalité : française

DIPLÔMES :

- Février 2019** **Qualifiée aux fonctions de professeur** par la section 01 du CNU
- 13 juin 2006** **Habilitation à diriger des recherches.**
- 5 Avril 1996** **Thèse de doctorat en droit privé**, spécialité Droit du travail (Faculté de Droit de Nantes)
Sujet “Négociation collective et transformations de l’entreprise publique à statut”
Directeur de thèse : Pr. Supiot
Mention : très honorable avec les félicitations du jury à l’unanimité.
Thèse publiée en 1996 à la LGDJ, bibliothèque de droit social, tome 30, 596 p.
- Sept. 1992** **DEA de Droit social** et mouvements sociaux contemporains (Nantes).
Mention “bien”. Major de promotion.

(Sous-admissible aux concours externes d’agrégation de 1998 et 2000)

FONCTIONS

- Depuis 1997** **Maître de conférences** à l’Université Paris I, Panthéon Sorbonne (Institut des Sciences Sociales du Travail), <https://www.univ-paris1.fr/ufr/isst/>
Directrice de l’ISST depuis septembre 2014.
L’Institut des Sciences sociales du travail est une composante de l’Université Paris 1, Panthéon Sorbonne, habilitée par arrêté ministériel à assurer, au niveau national, la formation sociale, économique et juridique des salariés membres d’organisations syndicales ainsi que des conseillers prud’homaux
- Chercheur** rattaché au Laboratoire de recherches Droit et changement social (UMR CNRS 6297), <http://www.droit.univ-nantes.fr/labos/dcs/>
Membre de la Maison des Sciences de l’Homme Ange Guépin, Nantes, <http://www.msh.univ-nantes.fr/>

Depuis 2018 **Évaluatrice** pour le Fonds de la recherche scientifique-FNRS Belge, Fondation d'utilité publique, financée à plus de 90% sur fonds publics qui soutient le développement de la recherche fondamentale en Communauté française de Belgique (<http://www.fnrs.be/>).

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

- Depuis 1997** **Cours magistraux :**
Dans le cadre de la formation professionnelle continue :
- Cours en droit du travail, droit de la formation professionnelle continue, droit de la consommation
 - Codirection et interventions dans les *Journées de droit social* (mensuelles) destinées à la formation des conseillers prud'hommes d'Ile de France
- Depuis 2004** **Cours magistraux en master 2 Recherche (faculté de droit de Nantes)** Droit social approfondi (séminaire semestriel de 10 h) : « Le droit de l'emploi public ».
Directions de mémoires (exemples) :
- *La responsabilité sociale de l'entreprise*
 - *Le portage salarial*
 - *La notion de risque professionnel*
 - *L'analyse juridique du New public management*
- Depuis 2007** **Cours magistraux en master 2 Recherche (faculté de droit de Nantes)** Droit social approfondi (séminaire semestriel de 10 heures) : « Le droit de la formation professionnelle continue ».
Directions de mémoires (exemples) :
- *L'information sur la formation professionnelle continue*
 - *Le plan de formation de l'entreprise*
 - *La carrière du salarié*
- 2015** **Intervenante dans le cadre de la préparation à l'ENA**, Chaire européenne Jean Monnet, Université Rennes 2, 27 avril 2015 (3 heures).
Thème : « La transformation du droit de la formation professionnelle continue : les exemples de l'entretien professionnel et du compte personnel de formation. »
- 2007-2012** **Intervenante à Sciences Po Paris** : direction d'un module de formation de deux jours sur « La santé au travail » dirigé vers des responsables de services des ressources humaines, des médecins du travail et des représentants du personnel.

- 2007-2013** **Chargée d'enseignements en Master 2 Professionnel** « Droit et pratique des relations du Travail », **Université Paris-Sud 11, faculté de droit Jean Monnet** (séminaire semestriel de 20 heures) : « Droit du travail et secteur public »
Directions de mémoires (exemples) :
 • *L'obligation d'emploi des personnes handicapées*
 • *La nature juridique du Droit individuel à la formation (DIF)*
 • *Le licenciement économique au sein du groupe*
- 2003** **Intervention à Sciences Po Paris** sur le thème « Le médecin du travail face aux évolutions du droit du travail », 13 septembre
- 1996/1997** **ATER** à la faculté de droit de Nantes : chargée de travaux dirigés en licence de droit privé
Enseignement : procédure pénale
- 1994/1996** **Enseignante vacataire en droit social** à la faculté de droit de Nantes : chargée de travaux dirigés en maîtrise de droit social
Enseignements : droit du travail et droit de la protection sociale français et communautaire.

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT À L'ÉTRANGER

- 2015** **ESPAGNE : intervention en espagnol dans un séminaire en M2, Droit social, à la faculté de Droit de Saint Jacques de Compostelle (une matinée).**
Thème : « ¿ Existe un derecho común del trabajo ? El ejemplo de la transformación de las relaciones laborales en el sector público en Francia »¹, 20 avril
- 2012** **RUSSIE : mission d'enseignements (18 h) dispensés à des étudiants russes de niveau Master**, préparant un Diplôme universitaire (DU) de droit économique de Paris 1 dans le cadre du partenariat entre cette université et l'EHESE (École des Hautes Études en Sciences Économiques, Université d'État de Moscou, Russie).
Thème : « Le droit du travail français et les libertés et droits fondamentaux », 6-12 nov.

DIRECTION DE THÈSES

- Thèses soutenues** **Aurélié BOUTET**, *La formation professionnelle continue : approche juridique* (soutenance le 14 octobre 2014) – Univ. de Nantes
L'étudiante a bénéficié d'un contrat de financement de thèse avec le Centre de recherche et d'études sur les qualifications (Céreq)

¹ « Existe-t-il un droit commun du travail ? L'exemple de la transformation des relations de travail dans le secteur public en France ».

Liste des thèses en cours

Neda ASKARINYA, *Les mécanismes de distribution des risques sociaux*, Faculté de Droit de Nantes, École doctorale Droit Économie Gestion Environnement Société et Territoires (DEGEST) et Laboratoire "Droit et Changement Social (UMR CNRS 6297) – Thèse préparée en co-direction avec le professeur Ali-Akbar GORDJI, Université Shahid Beheshti, faculté de droit de Téhéran (Iran)

L'étudiante bénéficie d'une bourse doctorale attribuée par le gouvernement français

Ana Carolina DE MATOS, *Le Droit à la déconnexion dans une perspective franco-brésilienne*, Université Paris 1, Panthéon Sorbonne - Ecole de droit de la Sorbonne (EDDS) et Institut de recherches juridiques de la Sorbonne (IRJS – équipe d'accueil EA4150-CNRS) - en préparation depuis novembre 2018

Lauréate du programme de bourse d'excellence Eiffel

(<https://www.campusfrance.org/fr/le-programme-de-bourses-d-excellence-eiffel>)

Mbouly SYLLA, *L'impact du numérique sur les relations de travail*, Université Paris 1, Panthéon Sorbonne - École de droit de la Sorbonne (EDDS) et Institut de recherches juridiques de la Sorbonne (IRJS – équipe d'accueil EA4150- CNRS) - en préparation depuis le 13/12/2016

L'étudiant bénéficie d'une CIFRE

Clément COUËDEL, *Normalisation et droit du travail*, Faculté de Droit de Nantes, École doctorale Droit Économie Gestion Environnement Société et Territoires (DEGEST) et Laboratoire "Droit et Changement Social (UMR CNRS 6297) – en préparation depuis le 01/11/2015

Karim ELHACOUMO, *Le concept de dialogue social : entre démocratie sociale et autonomie des partenaires sociaux*, Univ. Paris 1 (École doctorale de droit de la Sorbonne et Institut de Recherches Juridiques de la Sorbonne (IRJS) – en préparation depuis le 10/11/2013

L'étudiant a bénéficié d'une CIFRE

Louise GOBIN, *Nouvelles formes d'organisations du travail, nouveaux statuts d'emploi. L'exemple de la vente direct*, Faculté de Droit de Nantes, École doctorale Droit Économie Gestion Environnement Société et Territoires (DEGEST) et Laboratoire "Droit et Changement Social (UMR CNRS 6297) – en préparation depuis le 01/11/2013

L'étudiante a bénéficié d'un contrat doctoral

PARTICIPATION À DES JURYS DE THÈSE

2015

Membre du jury de thèse de D. Lecat, *La continuité du service d'intérêt général. Essai sur la pertinence d'un nouveau statut du personnel dans les grands services en réseaux*, dir. C.-A. Garbar, Droit public, Université de Nantes, 27 mars.

2005 **Membre du jury de thèse** de M. Dru, *Influence de la mutation juridique et de l'action syndicale sur les fonctions de l'anesthésiste-réanimateur hospitalier*, dir. J.-M. Clément, Droit médical, Université Paris 8, 16 nov.

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

Depuis sept. 2014 **Directrice de l'ISST**, Institut des sciences sociales du travail/Univ. Paris 1, Panthéon Sorbonne (<https://www.univ-paris1.fr/ufr/isst/>)

2018 **Membre de la Commission de spécialistes de Droit privé** du Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris (recrutement d'un.e MCF en Droit des affaires).

2007-2013 **Membre du conseil scientifique** du laboratoire de recherche Droit et changement social (UMR CNRS 6297), Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes.

2012 **Membre de la Commission de spécialistes de Droit privé** de l'Institut du travail de l'Université Robert Schuman, Strasbourg.

2002-2006 **Membre du Conseil d'administration** de l'Institut des Sciences Sociales du Travail – Université Paris I, Panthéon Sorbonne.

2004-2006 **Membre de la Commission de spécialistes** de l'Institut des Sciences Sociales du Travail – Université Paris I, Panthéon Sorbonne

2004-2007 **Membre de la Commission de spécialistes de Droit privé** de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Nantes.

APPUI AUX POLITIQUES PUBLIQUES

2015 **Membre du groupe de travail de France Stratégie sur le compte personnel d'activité (CPA)** qui a remis son rapport au Premier Ministre Valls et à la Ministre du travail El Khomri le 9 octobre 2015² - <http://www.strategie.gouv.fr/commission-CPA>

TRADUCTIONS

2002 **Traduction de l'anglais au français d'un article** écrit par S. Deakin, Professeur de droit, Université de Cambridge, et M. Freedland, Professeur de droit, Université d'Oxford, intitulé "Citoyenneté, service public et relation de travail", in J.-L. Bodiguel, Ch.-A. Garbar et A.

²Selma MAHFOUZ (2015), *Le compte personnel d'activité, de l'utopie au concret*, rapport de la commission réunie dans le cadre de France Stratégie remis au Premier Ministre, 162 p. La commission a réuni, pendant 6 séances qui se sont tenues en juillet et septembre, des praticiens, des chercheurs et des universitaires.

Supiot (dir.) *Le travail au service de l'intérêt général*, PUF, coll. Les voies du droit, 2000, p. 109 à 148.

Depuis 2015

Traduction de l'espagnol au français des textes et informations publiés par le réseau collaboratif CIELO (Communauté pour la recherche et les études sur le travail et le champ professionnel (<http://www.cielolaboral.com/fr/>))

PRÉSENTATION DES PUBLICATIONS

1) OUVRAGE

- 1996** Publication de la thèse de doctorat, *Négociation collective et transformations de l'entreprise publique à statut*, LGDJ, bibliothèque de droit social, tome 30, 496 p.
- 22 sept. 1992** La police des chômeurs durant l'entre-deux-guerres, mémoire de DEA, Mémoire pour le Droit social et mouvements sociaux contemporains, Faculté de Droit et des Sciences politiques de Nantes, 22 sept. 1992, 180 p. Direction : Michèle BORDEAUX, Professeure d'Histoire du Droit - DOI: 10.13140/RG.2.2.33254.11845
- juin 1989** Le contrôle de constitutionnalité des lois dans les pays de l'Est, mémoire de maîtrise, Faculté de Droit et des Sciences politiques de Nantes, 95 p., Direction : Pr. T. RENOUX. DOI: 10.13140/RG.2.2.31576.39688

2) DIRECTION / COORDINATION D'OUVRAGES

- 2017** Coordinatrice du 5^e tome, *Cambios en las relaciones colectivas y nuevos retos para la representación de los trabajadores* (France, Espagne, Belgique, Portugal, Argentine), des Actes du Congrès inaugural du réseau CIELO (30 sept.-1^{er} oct. 2016), publiés sous la direction de L. Mella Méndez, ed. Peter Lang, 299 p.
- 2014** *Les relations professionnelles en Europe et en Amérique latine*, codirection avec Anne Dufresne, sociologue (Université catholique de Louvain, Belgique), PUR, coll. « Des Sociétés », 197 p.
- 2003** *Les évolutions de la formation professionnelle : regards croisés*, Actes du séminaire de la DARES 2002 sur le Droit de la formation professionnelle, Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité & La documentation française, Cahier Travail et emploi, 2003, 302 p. Écrit en Codirection avec Agnès Pélage, sociologue

3) DIRECTION DE RAPPORTS DE RECHERCHE

- 2011** *La construction de la représentativité patronale*, codirection scientifique avec J.-P. Le Crom, historien, directeur de recherche au CNRS, rapport pour Le Ministère de l'emploi, du logement et de la cohésion sociale / DARES, avril, 402 p.
- 2009** *Construire l'insertion des travailleurs handicapés : le rôle de la négociation collective* (dir. scientifique), 304 p. Recherche réalisée dans le cadre de la convention d'étude conclue pour l'année 2007 entre l'Ires et la Cgt.
Rapport téléchargeable sur le site des Archives ouvertes en ligne (HAL-SHS (Hyper Article en Ligne - Sciences de l'Homme et de la Société) : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00411532/fr/>
- 2006** *Les évolutions du cadre juridique de la formation professionnelle continue : un changement de paradigmes ?*, Rapport pour Le Ministère de l'emploi, du logement et de la cohésion sociale / DARES, novembre 2006, 448 p., écrit en codirection avec P. Caillaud, juriste, chercheur au CNRS,
<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00403783/fr/>
- Le licenciement des salariés protégés : processus et enjeux*, Rapport pour le Ministère du travail, DARES, Documents d'Études Dares n° 108, février 2006, 122 p., écrit en collaboration avec Mario Corrêia, sociologue
<http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/36/14/25/PDF/Rapport.pdf>

4) COORDINATION DE DOSSIERS THÉMATIQUES PLURIDISCIPLINAIRES

- 2016** *Le Compte personnel d'activité*, Droit social n° 10, octobre, 59 p.
- 2015** *Communautarisme et fait religieux dans les relations de travail*, Droit social n° 9, septembre, 48 p.
- 2014** *Réformer la représentativité des organisations professionnelles d'employeurs*, Droit social n° 3, mars, 72 p.

5) VALORISATION DE LA RECHERCHE

AUDITIONS

- 2014** **Conseil économique, social et environnemental (CESE)**, Section du travail et de l'emploi, 29 janvier, sur la réforme la représentativité des organisations professionnelles d'employeurs.

2013 Ministère du travail, Direction général du travail, Jean-Denis Combrexelle (Directeur), sur le projet de réforme de la représentativité des organisations professionnelles d'employeurs, 12 juillet

INTERVIEWS

1) Revues étrangères

2016 « La rappresentanza delle associazioni datoriali, spunti dall'esperienza francese », BolletinADAPT³, 26 gennaio 2016 (Italie), <http://www.bollettinoadapt.it/la-rappresentanza-delle-associazioni-datoriali-spunti-dallesperienza-francese/>

3) Presse/médias français

2019 « Harvard prépare la “Nouvelle donne” de la négociation collective », *Miroir Social*, 14 mars 2019 (<https://www.miroirsocial.com/>)

2018 « **Sous couvert d'autonomie, on surexpose la personne et on dévalorise le travail** », actuEL CE – éditions législatives, 7/11/18 - <http://www.actuel-ce.fr/content/nicole-maggi-germain-sous-couvert-dautonomie-surexpose-la-personne-et-devalorise-le-travail>

La réforme du statut des cheminots, France Inter, le 5/7, l'invité de 6h20, 27 février 2018 <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-6h20/l-invite-de-6h20-27-fevrier-2018>

2017 « **Coup d'envoi pour le compte personnel d'activité** », Revue *Actuel-RH*, 12 janvier 2017

2016 « **vers la surreprésentation des grandes entreprises** », Revue *Direction*, n° 147, novembre 2016, p. 28-29

« Les militants en reconversion ont besoin d'un réseau », <https://www.trouver-une-formation-ce.com/3036/un-reseau-pour-les-militants-syndicaux-en-reconversion-nicole-maggi-germain-isst-paris1>, 17 août 2016

CPA : la « grande œuvre sociale » du quinquennat Hollande accouche d'une souris, Mediapart.fr 29 avril 2016

« La rappresentanza delle associazioni datoriali, spunti dall'esperienza francese », BolletinADAPT⁴, 26 gennaio 2016 (Italie), <http://www.bollettinoadapt.it/la-rappresentanza-delle-associazioni-datoriali-spunti-dallesperienza-francese/>

2015 Handicap : le demi-échec des accords d'entreprise, *Alternatives économiques* n° 351, 01/11/2015

³ Association à but non lucratif fondée en 2000 par Marco Bigagi, professeur de droit du travail à l'Université de Modène et Reggio Emilia, afin de promouvoir les études et la recherche dans le champ du droit du travail et des relations industrielles au niveau international et dans une perspective comparative.

⁴ Association à but non lucratif fondée en 2000 par Marco Bigagi, professeur de droit du travail à l'Université de Modène et Reggio Emilia, afin de promouvoir les études et la recherche dans le champ du droit du travail et des relations industrielles au niveau international et dans une perspective comparative.

- 2014** "Patronat : combien de divisions ? », *Alternatives économiques* n° 331, janvier, p. 35-37
- 2013** **Interview :** "Les besoins de représentativité patronale changent mais les critères toujours pas", *Miroir Social* 30 avril 2013
- 2012** **Interview :** « Les prud'homales pourraient être le cadre pertinent pour mesurer la représentativité patronale », *Entreprises & carrières*, n° 1082, 7-13 fév. 2012, p. 30-31

6) ARTICLES PUBLIÉS DANS DES OUVRAGES COLLECTIFS ÉTRANGERS

- 2017** « Les droits attachés à la personne, une nouvelle catégorie de droits sociaux ? L'exemple du compte personnel d'activité », in L. Mella Méndez et L. Serrani, *Los actuales cambios sociales y laborales: nuevos retos para el mundo del trabajo*. Libro 1: Cambios tecnológicos y nuevos retos para el mundo del trabajo (Portugal, España, Colombia, Italia, Francia), ed. Peter Lang, 463 p., p. 419-432
<https://www.peterlang.com/view/product/80122?rskey=6mz9BG&result=5>
- 2016** « Il conto personale di attività. Requiem for a dream ?, in *Loi travail : prima analisi e lettura*, sous la direction de Lilli Casano, Giorgia Imperatori et Clara Tourres, Adapt university press
http://moodle.adaptland.it/pluginfile.php/27122/mod_resource/content/3/ebook_vol_56.pdf
- 2014** « **De la négociation collective au dialogue social : l'influence de l'Union européenne sur la transformation des relations professionnelles** », écrit avec Anne Dufresne, Corinne Gobin, in *Les relations professionnelles en Europe et en Amérique latine*, codirection avec Anne Dufresne, sociologue (Université catholique de Louvain, Belgique), PUR, coll. « Des Sociétés », 197 p., p. 73-104
- 2013** « Il posto della formazione professionale continua nel progetto di legge sulla *sécurisation de l'emploi* : il conto personale di formazi⁵ », e-book, ADAPT University Press
<http://www.bollettinoadapt.it>, numéro spécial sur *La loi française de sécurisation de l'emploi*, 260 p., publié sous la direction du Prof. Michele Tiraboschi (Università degli Studi di Modena e Reggio Emilia, Italie) ; coordinatrice : Lilli Casano, Senior Research Fellow e assegnista di ricerca (Università degli Studi di Modena e Reggio Emilia, Italie), vol. 7, mai, 260 p., p. 5-40.
<http://moodle.adaptland.it/course/view.php?id=86&sesskey=YromDCgZRS>
 Article également publié dans la revue *Diritto delle Relazioni Industriali* 2013, n° 3, p. 861-886
<http://moodle.adaptland.it/mod/book/view.php?id=8461>

⁵ La place de la formation professionnelle continue dans le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi : le compte personnel de formation.

7) ARTICLES PUBLIÉS DANS DES REVUES SCIENTIFIQUES ÉTRANGÈRES

- 2015** « Vocational Training in the Context of Law of June 14th 2013 on Employment Security : The “Personnel Learning Account“ », *E-Journal of international and comparative Labour studies*, vol. 4, n° 3, september-october 2015, p. 35-43.
- 2013** « Connecting educational and vocational training for youth : a challenge for the law », article écrit en anglais par l’auteur, actes du colloque "Internship and Traineeship for Students and Young People", Bergame (Italie), 25-26 octobre 2013, Adapt Special Bulletin, Issue No. 2/2013
- 2012** Zwischen Staatsinterventionismus und Tarifautonomie - Die Allgemeinverbindlicherklärung von Tarifverträgen in Frankreich⁶, article écrit en collaboration avec Anne Dufresne, sociologue (Univ. catholique de Louvain), *Revue WSI-Mitteilungen* Heft 7/2012, Stabilisierung des Flächentarifvertrages – Reform der Allgemeinverbindlicherklärung⁷, p. 534-540
- 2011** « De la negociación colectiva al diálogo social. La transformación de las relaciones profesionales en la Unión Europe y Francia », article co-écrit avec Anne Dufresne, sociologue (Univ. Catholique de Louvain), *Revista de ciencias sociales*, Univ. de la República, Montevideo (Uruguay) n° 29, déc., p. 1-35
- 2005** « Brefs propos sur les récentes évolutions dans les entreprises publiques à statut françaises », article publié en Coréen dans la revue *International Labor Brief*, vol. 3, n° 5, mai 2005, p. 35-43.

8) CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS DES OUVRAGES COLLECTIFS FRANÇAIS

- 2015** « L’idée de solidarité dans l’économie sociale », in *Des liens et des droits*, Mélanges en l’honneur du professeur Laborde, Dalloz, 951 p., p. 421-432
- 2011** « Statuts ou contrats ? Les oripeaux de la modernisation des relations de travail dans la fonction publique », in B. Mas, F. Pierru, N. Smolski et R. Torrielli, *L’hôpital en réanimation*, éd. du Croquant, coll. Savoir/Agir, nov.
- 2006** « Herméneutique juridique de deux ‘idées’ portées par l’Accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 et la loi du 4 mai 2004 : la formation tout au long de la vie professionnelle et le droit individuel à la formation », in *La formation tout au long de la vie*, dir. Y. Morvan, Actes du Colloque organisé par Rennes Métropole, 6 et 7 mars 2006, PUR, oct. 2006, 311 p., p. 103-114.

⁶ Entre interventionnisme d’État et autonomie de la négociation collective - Le mécanisme d’extension des négociations collectives en France

⁷ Stabilisation de la négociation collective de branche - Réforme de l’extension.

- 2003** « Inconstance et contingence de la définition juridique de la formation professionnelle », in N. Maggi-Germain et A. Pélage (dir.), *Les évolutions de la formation professionnelles : regards croisés*, Actes du séminaire de la DARES 2002 sur le Droit de la formation professionnelle, Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité & La documentation française, Cahier Travail et emploi, 302 p., p. 153-172.
- 2002** “L’apport du concept de statut du personnel dans la construction juridique de la notion de réseaux transeuropéens”, in Hénaff (G) (sous la dir.), *Services publics et concurrence*, PU de Rennes, 350 p., p. 241 à 261.
Contribution également publiée à la *Revue du Marché commun et de l’Union européenne*, n° 457, avril, p. 256 à 268.
- 2000** “La prise en compte, dans le statut juridique du journaliste, de l’intérêt général”, in J.-L. Bodiguel, Ch.-A. Garbar et A. Supiot (dir.) *Le travail au service de l’intérêt général*, PUF, coll. Les voies du droit, p. 225-251.
- “L’articulation entre la loi, le statut et la convention collective dans le secteur public”, article écrit en collaboration avec Ch.-A. Garbar, Professeur de droit public à l’Université François Rabelais de Tours, in, *Quelle démocratie sociale dans le monde du travail ?*, dir. J. Barreau, PUR, 218 p., p. 159-177.
- 1998** “L’emploi public en voie de disparition ? L’exemple des entreprises de service public”, in *Le travail en perspectives*, sous la direction d’A. Supiot, LGDJ, 640 p., p. 413-426
- 1997** “La privatisation des relations de travail dans les entreprises de service public françaises : les enseignements de l’analyse comparative”, in D. Guerraoui, N. El Aoufi et J. Barreau, *Le devenir du service public. Comparaison France-Maroc*, éd. Toubkal et éd. L’Harmattan, 343 p., p. 237-260.
- 1996** Participation à la rédaction d’un ouvrage publié sous la direction de Y. Moreau, intitulé *Entreprises de service public européennes et relations sociales*, ASPE, 223 p.

9) ARTICLES PUBLIÉS DANS DES REVUES FRANÇAISES À COMITÉ DE LECTURE

- 2018** « L’accompagnement des travailleurs », in n° sp. sur la Réforme de la formation professionnelle et de l’apprentissage, *Droit social* décembre, n° 12, p. 1-7
- « La reconnaissance des compétences liées au mandat », in *La réforme du Droit du travail. Ordonnances du 22 septembre 2017*, dossier coordonné par F. Géa, *Droit social* janvier, p. 32-36

- 2017** « La place des instituts du travail dans la formation prud'homale : contribution à la construction d'une université ouverte », écrit en collaboration avec Valérie Lacoste-Mary, Directrice de l'Institut du travail d'Aquitaine, *Droit social* juillet, n° 7/8, p. 594-598
- 2016** « Le Compte personnel d'activité à la croisée des chemins », in *Compte personnel d'activité*, dossier coordonné par N. Maggi-Germain, *Droit social* n° 10, octobre, 59 p., p. 792-799
- « Le compte personnel d'activité. Requiem for a dream ? », *Droit social* juin, p. 541-543
- Participation, avec le Pr Radé, à la rubrique « Controverse » de la *Revue de Droit du travail* autour du thème : Quelle égalité dans le financement du paritarisme ? *RDT* n° 3, mars 2016, p. 137-139
- 2015** « Communauté, communautarisme, religion et fait religieux : de la nécessité d'opérer quelques clarifications sémantiques et juridiques », in N. Maggi-Germain (dir.) *Communautarisme et fait religieux dans les relations de travail*, n° sp. de la revue *Droit social* n° 9, septembre, 48 p., p. 674 à 681
- « Les enjeux autour de la réforme de la formation des conseillers prud'hommes », *Droit social* n° 6, juin, p. 545-550
- « Fondements et enjeux des "Comptes de Formation" : les regards croisés de l'économie et du droit », écrit en collaboration avec Jérôme GAUTIÉ et Coralie PEREZ, économistes, *Droit social* février, pp. 169-180
- « Le compte personnel de formation », *Les Cahiers sociaux* n° 271, février, p. 124-128
- 2014** « L'entretien professionnel : de l'outil managérial au dispositif juridique instrument des politiques publiques de l'emploi », *Les Cahiers sociaux* n° 267, oct., p. 597-602
- Nicole MAGGI-GERMAIN, Michel OFFERLÉ (Politiste – ENS Paris) et Jean-Marie PERNOT (Politiste – IRES), "Réformer la représentativité pour refonder la représentation", *Droit social* n° 3, mars, p. 244-250
- 2013** « La suspension de l'application de l'arrêté d'extension de la convention collective nationale de la branche de la production cinématographique par le juge des référés : prologue judiciaire ou clap de fin ? », *Droit social* n° 12, déc., p. 1016-1022
- « Le plan de formation de l'entreprise », *Droit social* n° 11, nov., p. 941-954
- "Le compte personnel de formation", *Droit social* n° 9, septembre, n° sp. *Loi relative à la sécurisation de l'emploi*, p. 687-700
- 2012** "Fonctions et usages de la représentativité patronale", *Travail et emploi* n° 131, juillet-septembre n° sp. *Représentativités syndicales, représentativités patronales. Règles juridiques et pratiques sociales*, p. 25-45

- 2011** « La représentativité des organisations professionnelles d'employeurs », *Droit social*, nov., p. 1072-1082
- « Les accords "libératoires" sur l'emploi des travailleurs handicapés, *La revue de l'IRES*, n° 67, p. 99-121
- 2010** "Mobilis in mobile : le Code du travail en mouvement", in Nouveau Code du travail. Évaluation par les usagers et bilan des deux premières années d'application, *Semaine sociale Lamy*, Supplément n° 1472 – 20 décembre 2010, p. 64-74
- 2009** « La capacité du salarié à occuper un emploi », *Droit social*, déc., p. 1234-1245
- 2008** « La territorialisation du droit. L'exemple des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle continue », *Droit et société*, n° 69-70/2008, p. 441-477
- « Formation professionnelle continue et sécurisation des parcours professionnels », *Semaine sociale Lamy Supplément*, 7 avril 2008, n° 1348 (numéro spécial sur La sécurisation des parcours professionnels), p. 21-25
- 2007** « Sur le dialogue social », *Droit social*, juillet-août, p. 798-807
- « Vers un droit personnel à la formation ? », écrit avec P. Caillaud, *Droit social*, mai, p. 574-591
- 2006** "Le licenciement des salariés protégés : processus et enjeux », *Droit et société* n° 62-2006, p. 179-201.
- 2004** « Statut et contrat : deux modes de construction de la relation de travail », *La Revue de l'Ires*, numéro spécial (n° 45) *Les relations professionnelles dans le secteur public*, 2004/2, p. 103-117.
- « Les fonctionnaires communautaires et la fabrication d'un intérêt général communautaire », *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, n° 481, sept., p. 531-543.
Article mis en ligne, après réactualisation, sur le site du Centre des études européennes de Strasbourg (CEES), *Revue "Études européennes"*, éditée par l'École Nationale d'Administration (ENA) et l'Institut d'Études Politiques de Strasbourg, n° 6, 05.04.2005,
- « La formation professionnelle continue entre individualisation et personnalisation des droits des salariés », *Dr. Soc.* mai, p. 482-493.
- 2003** "Le stress au travail", *Revue de jurisprudence sociale* 3/2003, p. 191-200.
- 2002** "La construction juridique du handicap", *Dr. soc.* déc., p. 1092-1100.
- "Harcèlement moral et conditions de travail", *Bulletin social Francis Lefebvre* n° 8/9, p. 470-472.

“Travail et santé : le point de vue d’une juriste”, *Dr. soc.* mai p. 485 à 493.

« La loi de modernisation sociale et le "développement de la formation professionnelle continue" », *Dr. soc.* mars, p. 334 à 341.

“L’évolution du droit applicable aux relations de travail dans les entreprises publiques à statut. Conseil d’État, Ass., 26 juin 2001, Berton c/ SNCF”, *Revue juridique de l’entreprise publique/CJEG*, n° 584, février, p. 94-108.

- 2001** “L’évolution de la formation professionnelle continue”, article écrit en collaboration avec Mario Corrêa, sociologue (ISST-Université de Paris I) / Laboratoire Georges Friedmann), *Droit soc.*, p. 830-840.
- 2000** “L’articulation temps de travail / formation professionnelle continue après la loi Aubry II”, *Droit social* sept.-oct., p. 858-864.
- 1999** “À propos de l’individualisation de la formation professionnelle continue”, *Droit social* juillet-août 1999, p. 692-699.
- “Réflexions sur la détermination du champ d’application de la négociation collective dans les entreprises de service public. A propos de l’annulation de l’accord d’EDF GDF sur les 32 heures (Cour d’Appel de Paris 22 septembre 1998)”, *La Semaine juridique*, éd. E, n° 7, 18 février, p. 310-316
- 1998** “La dualité contentieuse, Tribunal de commerce / Conseil de prud’hommes, dans le règlement des défaillances d’entreprises”, *Les Petites Affiches* n° 96 du 12 août 1998, p. 3-11

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

1) RESEAUX SCIENTIFIQUES INTERNATIONAUX

- Depuis 2015** Membre du Comité exécutif international du réseau collaboratif CIELO (Communauté pour la recherche et les études sur le travail et le champ professionnel (<http://www.cielolaboral.com/fr/>))
- Depuis 2017** Membre du Comité scientifique de la revue numérique bimestrielle *Professionalità studi*, dirigée par Giuseppe Bertagna, Professeur en Sciences de l’éducation à l’Université

de Bergame, et Michele Tiraboschi, Professeur de droit du travail à l'Université de Modène et de Reggio Emilia –

<http://riviste.gruppostudium.it/professionalit%C3%A0/professionalit%C3%A0-studi>

Membre du Comité scientifique international de ADAPT, association créée en 2000 par Marco Biaggi afin de développer les études et les recherches internationales autour des questions du travail (<http://englishbulletin.adapt.it/members-of-adapt-international-scientific-committee/>)

2018 **Membre du comité scientifique du colloque international de Séville (Espagne) "El Pilar Europeo de Derechos Sociales. Rentas Mínimas en Derecho Comparado y Pensiones"**, organisé par la Faculté de Droit de Séville en partenariat avec le Ministère espagnol de l'économie, de l'industrie et de la compétitivité – 27 sept.

2017 **Membre du comité scientifique du colloque international de Porto (Portugal), 13-14 juillet 2017 "I International Congress Labour 2030. Rethinking the future of work"** organisé par le réseau professionnel CIELO en partenariat avec la Law Academy et la Associação de Jovens Juslaboralistas. <http://www.labour2030.eu>

2) ORGANISATION DE COLLOQUES INTERNATIONAUX

2018 *“Quatrième révolution industrielle et globalisation : la protection de l'emploi, la santé et la vie privée des travailleurs face aux défis du futur*, 12/13 oct. 2018, organisé dans le cadre du Réseau CIELO - Faculté de Droit de l'Université nationale de Montevideo, Uruguay. <http://www.cielolaboral.com/2o-congreso-mundial-cielo-laboral-2018/>

2016 *Les changements sociaux et les transformations du travail contemporains : de nouveaux défis pour le monde du travail*, 30 sept./1^{er} oct. 2016, organisé dans le cadre du Réseau CIELO - Faculté de Droit de l'Université nationale de Montevideo, Uruguay

- 30 sept./1^{er} oct. 2016 – Université catholique de Porto, Portugal

3) ORGANISATION DE COLLOQUES / JOURNÉES D'ÉTUDE

2018 Autour de la loi « Avenir professionnel », 4 oct., Les deuxièmes Rencontres ISST-IRES (ISST-Univ. Paris 1) : - <https://www.pantheonsorbonne.fr/ufr/isst/les-rencontres-isst-ires/>
Synthèses : <https://youtu.be/9IawXD7inXw>
<http://www.actuel-ce.fr/content/de-quoi-lavenir-professionnel-est-il-le-nom>

Des lois Aubry aux ordonnances Macron : mise en perspective des mutations du droit du travail, Journée d'étude organisée avec JP Tonneau, sociologue, ISST-Univ. Paris 1, 11 dec. 2018

<https://www.pantheonsorbonne.fr/ufr/isst/>

- 2017** **Intervention de Petros STANGOS**, Professeur de droit de l'Union Européenne (Faculté de droit de Thessalonique, Grèce) et Membre et vice-président (2013-2016) du Comité européen des droits sociaux du Conseil de l'Europe, 14 déc. 2017, Isst-Université Paris 1 sur deux thèmes :
- La « faillite » du droit du travail : décryptage du cas de la Grèce (<https://mediatheque.univ-paris1.fr/video/1108-la-journee-dactualites-juridique-economique-et-sociale-la-faillite-du-droit-du-travail-decryptage-du-cas-de-la-grece/>)
 - La place du comité européen des droits sociaux dans l'action syndicale (<https://mediatheque.univ-paris1.fr/video/1109-la-journee-dactualites-juridique-economique-et-sociale-la-place-du-comite-europeen-des-droits-sociaux-dans-laction-syndicale/>)
- 2016** **Le compte personnel d'activité, journée d'étude, 15 mars 2016, ISST⁸/IRES⁹/IDHES¹⁰**
Journée d'étude organisée à *l'Institut des sciences sociales du travail (Univ. Paris 1)* ayant pour finalité de faire se rencontrer et discuter d'une réforme en cours des chercheurs (juristes, économistes, sociologues, historien, politistes), des représentants du monde du travail et les partenaires sociaux.
- 2015** **Le communautarisme dans les relations de travail, journée d'étude, 28 mai 2015, ISST/IRES/IDHES**
Journée d'étude organisée à *l'Institut des sciences sociales du travail (Univ. Paris 1)* ayant pour finalité de faire se rencontrer et discuter d'une réforme en cours des chercheurs (juristes, économistes, sociologues, historien, politistes), des représentants du monde du travail et les partenaires sociaux.
- 2014** **Réformer la représentativité des organisations patronales, journée d'étude, 22 janvier 2014, ISST/IRES/IDHES**
Journée d'étude organisée à *l'Institut des sciences sociales du travail (Univ. Paris 1)* ayant pour finalité de faire se rencontrer et discuter d'une réforme en cours
- des chercheurs (juristes, économistes, sociologues, historien, politistes),
 - le Directeur général du travail,
 - les partenaires sociaux : les représentants d'organisations professionnelles d'employeurs au niveau national interprofessionnel (Medef, CGPME, UPA) et au niveau des branches ainsi que les représentants des confédérations syndicales de salariés (CGT, CFDT, CGT-FO)

4) COMMUNICATIONS DANS DES COLLOQUES INTERNATIONAUX

- 2018** **2^e Congrès mondial du Réseau CIELO** - Faculté de Droit de l'Université nationale de Montevideo, Uruguay.
“Quatrième révolution industrielle et globalisation : la protection de l'emploi, la santé et la vie privée des travailleurs face aux défis du futur, 12/13 oct. 2018 –

⁸ Institut des sciences sociales du travail

⁹ Institut de recherches économiques et sociales

¹⁰ Institutions et dynamiques historiques de l'Économie et de la Société

<http://www.cielolaboral.com/2o-congreso-mundial-cielo-laboral-2018/>

Titre de la communication : Robotique et intelligence artificielle. Réflexions sur quelques enjeux juridiques et anthropologiques (12 oct. 2018).

Colloque de clôture du projet ANR/DGF DEVENT Capacité d’agir et développement professionnel des salariés. Une comparaison France/Allemagne, organisé par l’EHESS/CNRS (Paris) et le SOFI (Göttingen), 14-15 juin

Titre de la communication : Organisation et enjeux de la formation continue en France (14 juin)

- 2017** **7^e Congrès triennal de l’Association belge francophone de science politique, « L’État face à ses transformations », Mons, 3-4 avril 2017.**
Transformer les codes/lois/normes du travail : quels enjeux ? **Discutante** dans le cadre du premier panel de la section 14 (État social, droit du travail et relations professionnelles : quelles reconfigurations en Europe ?), lundi 3 avril 2017
- 2016** **Congrès inaugural du réseau collaboratif CIELO¹¹ : Les changements sociaux et professionnels actuels : de nouveaux défis pour le monde du travail**, 30 sept.-1^{er} octobre, Université Catholique de Porto (Portugal).
Titre de la communication : Les droits attachés à la personne : une nouvelle catégorie de droits sociaux ? L’exemple du Compte personnel d’activité (1^{er} octobre)
- 2014** **Université Aldo Moro de Bari (Italie), département de jurisprudence, *Le parcours d’apprentissage. La centralité de la personne et la complexité de l’interaction entre le marché du travail et le système de formation-éducation***, Bari, 28 oct. 2014
Titre de la communication : De la flexicurité à la sécurisation des parcours professionnels : la création du compte personnel de formation
- 2013** **Université de Bergame et l’Association for International and Comparative Studies in the field of Labour Law and Industrial Relations (ADAPT) *Internship and traineeship for students and young people : training, school-to-work transition or exploitation ?***, Bergame (Italie), 26/27 octobre 2013
Titre de la communication : « Connecting educational and vocational training for youth : a challenge for the law »
- 2010** **Capright/Université de Nantes**, colloque européen Capright (Projet européen n° 028549) co-financé par la Commission européenne (6e PCRD, Priorité 7), *Remettre l’État dans le jeu ? Promouvoir le développement des capacités pour tous en Europe*, Nantes, 2-3 décembre 2010
Titre de la communication : “Dialogue social, dialogue civil”, intervention dans la troisième session (Démocratie délibérative et dialogue social).
- Capright/Universidad de la República, Montevideo, URUGUAY**, colloque sur le thème Modèles sociaux régionaux en Europe et en Amérique Latine : Emploi, droits sociaux et politiques et temps de crise, 27 & 28 avril 2010

¹¹ Communauté pour la recherche et les études sur le travail et le champ professionnel <http://www.cielolaboral.com>

Titre de la communication : « De la négociation collective au dialogue social : l'influence de l'Union européenne sur la transformation des modèles nationaux », en collaboration avec Anne Dufresne, sociologue, chercheur à l'Université catholique de Louvain.

5) COMMUNICATIONS DANS DES COLLOQUES NATIONAUX

- 2019** **Faculté de Droit de Poitiers**, Numérisation du travail : enjeux juridiques en santé et sécurité au travail, 14 mars 2019
Titre de la communication : « Économie digitale et travail salarié ».
- 2018** **Institut du Droit de l'espace, des territoires, de la culture et de la communication (IDETCOM)** (Univ. Toulouse Capitole), *Laïcité : une question de frontière[s]*, 8/9 nov. 2018
Titre de la communication : « L'entreprise et la communauté de travail » (8 nov.)
- 2014** **Institut d'études européennes et internationales du travail** (Université de Montpellier), *Les entretiens avec le salarié*, 6 juin 2014
Titre de la communication : « L'entretien professionnel »
- 2013** **Centre de théorie et de recherche en droit du travail et de la protection sociale (CERIT-IFG) – Institut François Gény (Université de Lorraine - Nancy)**, *Les nouveaux visages de la représentation syndicale après la loi du 20 août 2008*, 29 nov. 2013.
Titre de la communication : « La représentativité des organisations professionnelles d'employeurs »
- 2010** **Univ. Toulouse 1 Capitole**, *Nouveau code du travail, Évaluation par les usagers et bilan des deux premières années d'application*, dir. Prof. L. Casaux-Labrunée 27 & 28 mai 2010
Titre de la communication : à la recherche des dispositions de l'ancien Code du travail... ou de l'incidence de certains changements de place
- 2006** **Université Robert Schumann** (Institut du travail de Strasbourg) et les Confédérations syndicales CFDT, CGT et CGT-FO, « Le salarié, acteur de son évolution professionnelle. Mythe ou réalité ? », 12 et 13 octobre 2006.
Participation à une table ronde : L'initiative du salarié : sur quels temps, dans quel but ?
- 2004** **GRIST (Université de Lille 2) et Thémis social**, « La réforme de la formation professionnelle » colloque organisé par le 13 oct.
Titre de la communication : existe-t-il un droit à la formation professionnelle ?
- Ministère du travail (DARES)**, « Les évolutions de la formation professionnelle continue : l'impact de la loi du 4 mai 2004 », 28 sept. 2004.

Titre de la communication : « La formation professionnelle continue : entre individualisation et personnalisation des droits des salariés »

- 1998** **Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin** (Nantes), *Le travail au service de l'intérêt général*, 30-31 oct. 1998
Titre de la communication : le statut de journaliste
- Laboratoire social d'actions, d'innovations, de réflexions et d'échanges (LASAIRE)**, Cinquième biennale "EUROPE TRAVAIL EMPLOI", sur le thème "Maastricht, Amsterdam, et après ? Quel projet pour l'Europe ? Quelle place pour les acteurs ?", Lyon, 23-24 nov. 1998
Titre de la communication : "Les relations de travail et statuts dans les entreprises de service public"
- 1996** **Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin** (Nantes), Palais de Congrès de Nantes, *Le travail en perspectives*, 7-8 avril 1996
Titre de la communication : le personnel des entreprises publiques à statut entre droit public et droit privé
- 6) COMMUNICATIONS DANS DES SÉMINAIRES DE RECHERCHE**
- 2018** **CIREL** (Centre Interuniversitaire de Recherche en Education de Lille)/ **Univ. de Lille**, *Le Conseil en Évolution Professionnelle : un outil au service de l'évolution et de la sécurisation des parcours professionnels ?* Séminaire de spécialité
Titre de la communication : Existe-t-il un droit à l'accompagnement ? (19 avril 2018)
- 2012** **Association française de sociologie** (Réseau thématique "Relations Professionnelles), "Représentativité, légitimité, démocratie syndicale et ouvrière".
Titre de la communication : "La représentativité des organisations patronales" (19 oct 2012)
Centre d'économie de la Sorbonne, Séminaire TEMPS (Travail, Emploi et Protection Sociale) organisé par l'Axe Institutions
Titre de la communication : "La sécurisation des parcours professionnels : approche juridique" (7 juin 2012)
- 2011** **Centre d'Histoire de la Sorbonne/IDHE**, Les services publics à l'épreuve : entre marchés et égalité (France, Europe occidentale et espaces coloniaux au XXe siècle),
Titre de la communication : Services publics et droit du travail. Privatisation des relations de travail dans le secteur privé ou émergence d'un droit commun du travail ? (16 sept. 2011)
- 2007** **Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin**, Nantes, Les lundis de la MSH,
Titre de la communication (avec M. Corrêa, sociologue) : « L'apport de la sociologie et du droit dans la compréhension du processus de licenciement des salariés dits 'protégés' » (lundi 18 juin 2007)

DGAFP (Ministère de la fonction publique) / Gilles Jeannot (LATTS), Jean Marie Pernot (IRES), Pascal Ughetto (LATTS), Jean Saglio (Cristo-PACTE), « Gestion des personnels publics : évolutions récentes et perspectives ».

Titre de la communication : « l'articulation entre la loi, le statut et la convention collective dans le secteur public » (15 février)

7) AUTRES

2006 **Membre d'un séminaire de travail mensuel**, présidé par Jacques Delors dans le cadre du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (*CERC*), sur le thème « Action publique et justice sociale ».

8) DIRECTION SCIENTIFIQUE DE PROJETS DE RECHERCHE

2009-2011 **Codirection (J.-P. Le Crom, Historien, Directeur de recherche au CNRS) d'un projet de recherche sur *La construction de la représentativité patronale***, en réponse à l'appel à projet sur les organisations d'employeurs en France lancé en mars 2009 par la Dares (Ministère de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi – Ministère du Travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville).

2008-2009 **Direction scientifique d'un projet de recherche intitulé *Construire l'insertion des travailleurs handicapés : le rôle de la négociation collective***, recherche réalisée dans le cadre de la convention d'étude conclue pour l'année 2007 entre l'Ires et la Cgt.

2004-2006 **Codirection**, avec P. Caillaud, chargé de recherche au CNRS, d'un projet de recherches financé par la DARES, portant sur « Les cadres territoriaux et juridiques du droit de la formation professionnelle continue : un changement de paradigmes ? », comprenant une équipe de dix personnes (juristes, sociologues, économistes).

2002-2004 **Codirection**, avec M. Corrêia, Sociologue, d'un projet de recherche financé par la DARES, portant sur « Le licenciement des salariés protégés : processus et enjeu ».

9) PARTICIPATION À DES PROJETS DE RECHERCHE INTERNATIONAUX

2018-2019 **Membre du groupe d'experts internationaux** « *Rebalancing Economic and Political Power: A Clean Slate for the Future of Labor Law* », <https://lwp.law.harvard.edu/clean-slate-international-advisory-group>

Projet qui s'inscrit dans le Labor and Worklife Program de la Harvard Law School, Etats-Unis.

<https://lwp.law.harvard.edu/clean-slate-project>

<https://lwp.law.harvard.edu/event/clean-slate-convening-levels-actors-and-scope-bargaining>

<https://twitter.com/hashtag/ReworkLaborRights?src=hash>

- 2006-2010** **Membre du Projet de recherche CAPRIGHT** *Resources, rights and capabilities : in search of social foundations for Europe*
Projet qui s’inscrit dans le 6^e Programme-Cadre Européen de Recherche, de Développement Technologique et de Démonstration¹².
Direction :
- Robert SALAIS, professeur d’économie à l’École normale supérieure de Cachan
- Bernadette CLASQUIN, sociologue, ingénieur de recherche au CNRS.
- Participation à l’atelier 5. « *Social dialogue, rights and capabilities. New insights on the European public action* »
Coordination: Jean de MUNCK (Professeur de sociologie à l’Université catholique de Louvain) and Claude DIDRY (Directeur de recherche au CNRS, ENS de Cachan)
- 2003-2006** **Membre du Projet de recherche EUROCAP** « Social dialogue, employment and territories. Toward a european politics of capabilities »
Direction :
- Robert SALAIS, professeur d’économie à l’Ecole normale supérieure de Cachan
Projet qui s’inscrit dans le 5^e Programme-Cadre Européen de Recherche, de Développement Technologique et de Démonstration
- Membre du groupe de travail 2 chargé de réfléchir sur le thème *From Employability to Capability: Design and Application of Tools.*
Intervention en décembre 2003 intitulé « La capacité, lieu d’articulation des dimensions objective et subjective du droit ».
- 1997-1998** **Participation, pour la partie française, à une étude juridique comparative** dirigée par Mats Kumlien, Professeur à la Faculté de droit d’Uppsala, à la demande du Conseil suédois pour la recherche sur les conditions de travail et intitulée “Maître ou employeur ? Le droit du travail suédois contemporain dans une perspective historique et comparative”.

10) PARTICIPATION À DES PROJETS DE RECHERCHE NATIONAUX

- 2009** **Membre de l’équipe de recherche chargée de travailler sur l’évaluation du Code du travail**, sous la direction de Lise Caseaux-Labrunée, Professeur de droit privé à l’Université de Toulouse I. Un site a été créé afin d’inviter les professionnels ou simples utilisateurs du Code du travail à faire part de leur expérience via un questionnaire en ligne. Une équipe de recherche a ensuite été chargée d’analyser les réponses.
- 2002** **Membre** du groupe national de réflexion sur “La santé au travail”, mis en place par des Médecins inspecteurs régionaux du travail et de la main-d’œuvre, Ministère de l’emploi et de la solidarité, DRT.

¹² Citizens and governance in a knowledge based society.

2001-2002 **Participation** à un séminaire de travail *Négociations sur les transformations de l'emploi dans les services publics*, IRES. Intervention intitulée "Relations de travail et ouverture à la concurrence des services publics", 26 oct. 2001.

11) DIVERS

2005-2006 **Accueil en délégation au CNRS.**

2002 **Collaboratrice** de la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et statistiques / Ministère de l'emploi et de la solidarité) pour la formation professionnelle.

- Mise en place d'un séminaire sur L'évolution du droit de la formation professionnelle (5 séances d'une journée réparties sur six mois) regroupant chercheurs, praticiens du droit et partenaires sociaux.
- Direction d'un ouvrage collectif publié à la documentation française (infra, rubrique « Publications »).

Membre du groupe national de réflexion sur "La santé au travail", mis en place par des Médecins inspecteurs régionaux du travail et de la main-d'œuvre, Ministère de l'emploi et de la solidarité, MINISTERE DU TRAVAIL, Direction des relations au travail.

1995 **Participation à un groupe de travail** (Paris) sur "Les relations sociales dans les entreprises de service public en Europe", dirigé par Y. Moreau, Conseiller d'État, et regroupant diverses grandes entreprises publiques telles que la SNCF, EDF GDF, Air France, France Telecom, La Poste.

Participation à l'élaboration d'un guide d'entretien destiné à de grandes entreprises publiques européennes ; réalisation de ces entretiens ; participation au travail de synthèse et à la rédaction d'un ouvrage publié en septembre 1996 aux éditions ASPE (*Entreprises de service public européennes et relations sociales. L'acteur oublié*, ASPE, 1996, 223 p.)

LANGUES PARLÉES

Français (langue maternelle)

Anglais (compétences professionnelles)

Espagnol (compétences professionnelles)

Russe (niveau moyen)

Farsi (persan) (débutante – en cours d'apprentissage)

SÉJOURS A L'ÉTRANGER

URSS (été 1985, 3 semaines)

ISRAËL (été 1986, 5 semaines).

GRÈCE (3 semaines, été 1987 ; 5 semaines, été 2002 ; 5 semaines, août 2012)

U.S.A. (San Francisco, décembre 1987 ; New York, septembre 1989).

CANADA (province du Québec, 5 semaines, automne 1989 ; deux semaines août 2009).

AMÉRIQUE DU SUD (Argentine, Bolivie, Pérou, Équateur, Brésil, 3 mois, Hiver 1990).

AFRIQUE DE L'EST (Tanzanie et Kenya, 6 semaines, été 1990 ; 5 semaines été 2004).

THAÏLANDE, MALAISIE, SINGAPOUR (6 semaines, été 1992 ; 5 semaines, août 2013).

PAKISTAN (5 semaines, été 1993).

AFRIQUE AUSTRALE : Namibie, Zambie (3 semaines, printemps 2006)

BOTSWANA (trois semaines ; été 2007)

ÉGYPTE (10 jours, nov. 2008)

AUSTRALIE / POLYNÉSIE (6 semaines, été 2009)

RUSSIE (10 jours, nov. 2013)

CENTRES D'INTÉRÊT

Pratique du piano

Plongée sous-marine (titulaire du brevet – niveau 2, descente à 40 m, délivré par la FFESSM et du "PADI Open Water Diver")

Planche à voile